



Cultures d'injustice

Commerce international avec les entreprises agricoles israéliennes et destruction de l'agriculture palestinienne

Traduit de « Farming Injustice, International trade with israeli agricultural companies and the destruction of Palestinian farming », publié par les organisations palestiniennes agricoles et de la société civile.

Février 2013

Cultures d'injustice

Commerce international avec les entreprises agricoles
israéliennes et destruction de l'agriculture palestinienne

Février 2013

Cette présentation est publiée par les organisations suivantes:

Agricultural Guiding and Awareness Society
Al Ahleya Society for Development of Palm and Dates
Al Sattar Garbee Association for Developing Countryside and Farmer
Applied Research Institute – Jerusalem Society (ARIJ)
Arab Center for Agricultural Development
General Union of Palestinian Agricultural Cooperatives & Peasants
Land Research Center
Palestinian Agricultural Relief Committees
Palestinian Boycott, Divestment and Sanctions National Committee
Palestinian Farmers Association
Palestinian Farmers Union
Palestinian NGO Network
Popular Struggle Coordination Committee
Stop the Wall
Union of Agricultural Work Committees
Union of Palestinian Agriculture Engineers

Remerciements spéciaux à ActiveStills, Eva Bartlett et Corporate Watch

Pour des questions, SVP contactez contact.info@bdsmovement.net

Photo de couverture: *En mai 2009, les troupes israéliennes incendient des récoltes palestiniennes au long de la frontière de Gaza avec Israël. Plus de 200.000 m² de récoltes sont détruits, dont du blé et de l'orge mûrs, des légumes, des oliviers et des grenadiers.* Photo: Eva Bartlett

Design: www.revangeldesigns.co.uk

Sommaire

Introduction	4
1. L'agriculture à Gaza	6
Le siège israélien	7
Les « zones tampon »	7
La pêche	9
2. L'agriculture en Cisjordanie	10
Dépossession et déplacement	11
Restrictions de mouvement	11
Apartheid hydrique	12
Violence	13
3. Commerce international avec les entreprises israéliennes	14
Financer la colonisation	15
Soutien au siège de Gaza	16
Exploitation des fermiers palestiniens	16
Profils des entreprises	18
4. Mettre fin à la complicité internationale	20
Etiquetage	21
Mettre fin à l'importation des produits des colonies	22
Mettre fin au commerce avec les entreprises complices	23
Appel à faire cesser le commerce international avec les entreprises agricoles israéliennes	24
Cartes: Gaza et la Cisjordanie	26
Références	28



Ryan Rodrick-Baier/ActivaSkills

Introduction

Pour les Palestiniens, l'agriculture, c'est bien plus que produire des olives, des agrumes et d'autres produits frais ou garder du bétail.

L'agriculture est liée à l'identité du peuple palestinien, à l'histoire et à la résistance à l'occupation israélienne illégale.

Haut: Au pied d'une colonie israélienne d'une colline proche, un habitant d'Al-Wajala cueille les olives d'oliveraies qui seront séparées de chez lui une fois que, comme prévu, le mur d'apartheid aura complètement entouré sa ville.

Le 9 février 2013, 17 organisations palestiniennes ont appelé la société civile internationale à lancer des campagnes pour mettre fin au commerce des produits des colonies israéliennes illégales par les entreprises agro-alimentaires israéliennes, qui jouent un rôle clé dans la destruction en cours de l'agriculture palestinienne, dans la dépossession des cultivateurs palestiniens et dans le vol des ressources naturelles.

L'appel débute par:

“Nous, organisations et syndicats palestiniens représentant les agriculteurs qui luttent pour le droit à leur terre et la souveraineté alimentaire, pressons les organisations de la société civile internationale à mener des campagnes efficaces pour mettre fin au commerce agricole avec Israël, qui finance et récompense la destruction de l'agriculture palestinienne ». L'appel à agir est reproduit *in extenso* à la fin de cette présentation.

L'action pour mettre fin à la complicité internationale avec la destruction de l'agriculture palestinienne peut être une contribution vitale à la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité et pour le droit palestinien à la souveraineté alimentaire et à l'accès à la terre.

Cette présentation vise à donner un éclairage sur la destruction systématique de l'agriculture palestinienne par Israël et sur la complicité de l'agro-alimentaire israélien dans cette destruction.

Les paysans palestiniens sont les premiers touchés par les confiscations de terres, les démolitions et le vol de l'eau. Les paysans qui ont encore accès à la terre et à l'eau font face à des violences et à des restrictions systématiques. Le siège de Gaza empêche les agriculteurs d'accéder aux équipements de base et a rendu presque impossible l'exportation des produits frais. Les paysans et les pêcheurs sont attaqués par l'armée israélienne. Tous ces actes sont des violations du droit international.

Environ 10% du PNB palestinien (\$ 480 millions) et 110.000 emplois sont perdus annuellement à cause de l'effet négatif de la politique israélienne sur l'agriculture palestinienne dans les territoires palestiniens occupés.¹

Les entreprises agricoles d'exportation comme Mehadrin et Hadiklaim sont parmi les premières bénéficiaires de la destruction de l'agriculture palestinienne. Ces entreprises opèrent à l'intérieur et exportent les produits des colonies illégales en utilisant l'eau et la terre palestiniennes volées et en profitant du siège de Gaza.

Le commerce international avec les entreprises israéliennes d'export agroalimentaire finance l'expansion des colonies illégales et les récompense pour leur participation aux violations du droit international.

Plusieurs gouvernements et distributeurs ont déjà agi en réponse aux pressions de la société civile, mais il en faut beaucoup plus pour mettre fin au commerce avec les sociétés agroalimentaires israéliennes complices des violations israéliennes du droit international.

Souveraineté alimentaire

De plus en plus, les organisations agricoles palestiniennes voient leur lutte pour rester sur leurs terres et pour résister à la colonisation israélienne comme faisant partie d'une lutte plus large pour la souveraineté alimentaire.

Les décisions concernant le fonctionnement du système d'alimentation, ce qui est produit et comment le produit est vendu viennent des grandes entreprises agroalimentaires, distributeurs et gouvernements des grandes puissances. C'est la raison pour laquelle, en 2009, pour la première fois de l'histoire humaine, plus d'un milliard de gens ont été classés comme ayant faim.

Alors que le système alimentaire mondial était réorganisé dans l'intérêt du profit privé, des millions de petits paysans et de personnes indigènes étaient forcés de quitter leurs terres ou voyaient leur mode de vie bouleversé.

La souveraineté alimentaire est une alternative, elle a été définie ainsi par le mouvement international de paysans Via Campesina :

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à définir leur propre nourriture et agriculture; à protéger et réguler la production agricole intérieure et le commerce pour parvenir à des objectifs de développement durable; à déterminer jusqu'où ils veulent être autosuffisants ; à restreindre le dumping de produits sur leurs marchés ; et à fournir aux communautés de pêche locales la priorité dans la gestion de l'usage et des droits sur les ressources aquatiques. La souveraineté alimentaire ne nie pas le commerce, mais il promeut la formulation de politiques et de pratiques qui servent les droits des peuples à une production saine, sûre et écologiquement durable.



Eva Bartlett

1. L'agriculture à Gaza

Environ 1,8 million de Palestiniens - dont deux tiers sont des réfugiés - vivent sur une bande de terre qui ne fait que 40 km de long et 9 km de large, ce qui fait de Gaza une des zones les plus densément peuplées au monde.

Gaza est sous blocus de l'armée israélienne et coupée du monde extérieur par des barrières physiques et par un régime strict de restrictions de circulation de la population et des marchandises. Même le Premier ministre britannique David Cameron a appelé la Bande de Gaza occupée et assiégée "un camp de prisonniers"². Un rapport des Nations Unies a averti que Gaza ne sera pas "vivable" d'ici 2020 sauf action urgente.³

En 2008-2009, Israël a lancé 23 jours d'attaque sur Gaza, tuant plus de 1.400 Palestiniens. Les Nations Unies et les principales organisations de défense des droits humains ont accusé Israël d'avoir délibérément ciblé des civils, utilisé des armes interdites et commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Les restrictions sur la circulation de produits essentiels ont sérieusement entravé la capacité des Palestiniens de Gaza à reconstruire l'infrastructure endommagée. Israël a lancé une nouvelle attaque majeure sur Gaza en novembre 2012, tuant plus de 150 Palestiniens.⁴

Les offensives militaires répétées d'Israël contre Gaza et ses années de siège ont provoqué une chute dramatique du nombre de Palestiniens employés dans le secteur agricole local, réduit la production et les revenus des agriculteurs palestiniens et plongé 80% des Palestiniens de Gaza dans la dépendance alimentaire.⁵

Le siège israélien

Le siège d'Israël sur Gaza a presque complètement détruit l'agriculture palestinienne. Israël a systématiquement empêché que soient importés à Gaza des articles essentiels comme des pièces pour les systèmes d'irrigation et les filets de pêche. Les agriculteurs de Gaza ne peuvent globalement exporter aucun produit frais. Seuls 148 camions de nourriture à l'export ont été autorisés à quitter Gaza dans toute l'année 2012.⁶ Le volume des exportations au départ de Gaza est toujours moins de 2% des niveaux d'avant 2007.⁷ Tous les ans, des tonnes de fraises et autres produits frais pourrissent, attendant en vain à la frontière israélienne.

La destruction des moyens d'existence palestiniens et le refus de laisser entrer des produits essentiels aux agriculteurs de Gaza sont des outils que les décideurs israéliens utilisent en toute connaissance de cause. Un haut fonctionnaire israélien a décrit la politique d'Israël à Gaza en disant que "l'idée" est "de mettre les Palestiniens au régime, mais pas de les faire mourir de faim." Le gouvernement israélien a calculé le nombre minimal de calories dont ont besoin les 1,8 million d'habitants de Gaza pour éviter la malnutrition et ces chiffres ont ensuite été utilisés pour déterminer la quantité de nourriture qui serait autorisée à entrer chaque jour.⁸

Les attaques régulières d'Israël sur Gaza ont provoqué d'énormes dégâts aux terres arables, aux cultures et aux bâtiments agricoles palestiniens. Suite à l'attaque israélienne de 2008-2009, 46% des terres agricoles de la Bande de Gaza ont été estimées inaccessibles ou impropres à la production.⁹ Des résidus de phosphore et d'obus d'artillerie impactent dangereusement la qualité de la nourriture que les agriculteurs peuvent produire et ont des répercussions sur la santé.¹⁰ Après l'attaque de novembre 2012, le ministère de l'Agriculture à Gaza a estimé que les pertes du secteur agricole s'élevaient à un total de 21 millions de dollars US.¹¹

Les "Zones tampon"

L'armée israélienne a imposé une "zone tampon" qui sert de zone interdite et qui s'étire tout le long des bordures nord et est de la Bande de Gaza, à l'intérieur du territoire palestinien. Les Palestiniens qui pénètrent dans ces zones essuient systématiquement des tirs, y compris par des systèmes d'armes télécommandés (voir carte p. 26).

En 2011, l'armée israélienne a tué 24 Palestiniens, dont 5 enfants, et blessé 205 personnes dans les zones tampon frontalières.¹² Defence for Children International rapporte que l'armée israélienne a tiré sur 30 enfants qui ramassaient du gravier dans les zones frontalières entre mars 2010 et décembre 2011.¹³

Photo principale : Des ouvriers agricoles récoltent près de la clôture frontalière, où ils courent le risque d'essuyer les tirs des troupes israéliennes.

A droite : Un Palestinien pendant une marche hebdomadaire jusqu'à la zone tampon près de Beit Hanoun. Les agriculteurs ont été obligés d'abandonner leur terre près de la frontière à cause des tirs israéliens réguliers et le secteur est majoritairement devenu un terrain vague.



Anne Paq/Activestills

Fermiers attaqués dans les zones tampon

Les agriculteurs et les ouvriers agricoles palestiniens sont la cible d'attaques régulières de la part des militaires israéliens, et ces attaques se sont poursuivies malgré l'Accord de cessez-le-feu signé en novembre 2012.

Un matin de fin janvier 2013, un petit groupe d'ouvriers agricoles entretenait des oliviers et des citronniers à proximité de la zone tampon. Ils rapportent avoir vu deux jeeps militaires israéliennes s'arrêter le long de la clôture de sécurité, ce qui les a amenés à abandonner leur travail par peur que les soldats n'ouvrent le feu sur eux.

D'abord soulagés de constater le départ des jeeps, les ouvriers se sont vite rendu compte que les jeeps avaient laissé sur place deux soldats camouflés par des feuillages, qui ont ouvert le feu et tiré dans les jambes d'un jeune-homme de 21 ans, Mamdouh Al-Kafarna. Alors qu'il s'écroulait au sol, Mamdouh a vu les soldats traverser la barrière, pénétrer et s'avancer à l'intérieur de la Bande de Gaza. En les voyant courir dans sa direction, Mamdouh a eu peur qu'ils ne viennent l'enlever, ou même le tuer, et a désespérément tenté de s'éloigner.

Etonnamment, Mamdouh est parvenu à se mettre à l'abri et a finalement été transféré à l'hôpital de Beit Hanoun. Mamdouh est le fils aîné de la famille et seuls son père et lui ont du travail, avec 20 personnes à charge à la maison. Beaucoup d'autres n'ont pas eu la même chance.²¹



Un fermier constate les dégâts après que les bulldozers israéliens aient rasé sa ferme. Les incursions israéliennes régulières détruisent les bâtiments agricoles et les récoltes, et tuent le bétail.

Nul ne sait précisément quels secteurs Israël a classé comme faisant partie de la zone tampon, ce qui provoque beaucoup d'incertitude. Des tracts lâchés sur Gaza pendant l'attaque de 2008-2009 déclaraient que c'était 300m à partir de la frontière mais en réalité, la zone va jusqu'à 2km à partir de la frontière de la Bande de Gaza, qui à certains endroits n'a que 5km de large.

Entre 30% et 40% de la terre agricole de Gaza se trouve dans les zones tampons.¹⁴ La plus grande part des terres arables à moins de 300m de la frontière a été complètement abandonnée. Y poussaient auparavant des arbres fruitiers, des oliviers et des noyers, et une grande variété de légumes.

Beaucoup d'agriculteurs palestiniens continuent de travailler leur terre dans certaines parties des zones tampon, malgré le risque énorme d'être tués ou grièvement blessés. L'armée israélienne a démoli plus de 150 puits dans les zones interdites depuis 2005 et elle détruit systématiquement toute culture de plus de 80cm de hauteur, obligeant beaucoup d'agriculteurs à planter des cultures basiques et moins avantageuses comme l'orge ou le blé.¹⁵

Un rapport du Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA) a estimé que la perte de production agricole dans les zones tampon totalisait 75.000 tonnes par an, ce qui représente une perte de revenus de plus de 50 millions de dollars US.¹⁶

Israël se livre à la démolition méthodique des exploitations agricoles palestiniennes dans les zones tampon. Des convois militaires de camions, de troupes et de bulldozers entrent à Gaza, rasant les fermes palestiniennes et déracinent les arbres fruitiers lors d'incursions fréquentes, souvent appuyées par des hélicoptères et des drones militaires. Plus de 2.000 structures ont été détruites entre 2005 et 2010.¹⁷

Dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu de novembre 2012, Israël a accepté de lever la zone tampon terrestre. Cependant, quatre Palestiniens ont été tués et 75 Palestiniens, dont 14 enfants, ont été blessés par des tirs israéliens dans les zones tampon dans les deux mois qui ont suivi le cessez-le-feu.¹⁸

La pêche

Israël a aussi institué une zone tampon navale. Bien que les Accords d'Oslo aient établi que les Palestiniens ont le droit de pêcher jusqu'à 20 milles nautiques au large de la côte de Gaza, Israël a imposé une limite de trois milles en juin 2007.¹⁹ Parce qu'ils sont obligés de pêcher dans ces eaux peu profondes, les pêcheurs palestiniens ne peuvent prendre que des petits poissons qui ont été contaminés par les rejets des usines inadaptées de traitement des eaux usées.

Même à l'intérieur de cette zone restreinte, les pêcheurs sont confrontés aux arrestations et aux attaques régulières de la marine israélienne : coups de feu, tirs d'artillerie et télescopages des bateaux. Entre mai 2009 et novembre 2010, Israël a mené 53 attaques contre des pêcheurs causant deux morts et l'arrestation de 42 pêcheurs.²⁰

L'armée israélienne ordonne souvent aux pêcheurs de se mettre nus, de sauter dans l'eau et de nager jusqu'aux navires de guerre israéliens où ils ont les yeux bandés, sont menottés et souvent roués de coups.

Le sabotage, les dégâts et la confiscation des filets et des bateaux par la marine israélienne sont choses communes. De nombreux bateaux gisent maintenant sur le flanc à cause des dommages subis et des risques encourus en pêchant au large des côtes de Gaza. Bien que la mer soit le meilleur potentiel de ressource de Gaza, ses 4.000 pêcheurs font partie des groupes les plus pauvres.

L'accord de cessez-le-feu de novembre 2012 devait étendre la zone de pêche à six milles nautiques. Cependant, l'armée israélienne a régulièrement arrêté et attaqué les pêcheurs opérant dans ce nouveau périmètre.

Pêcher sous les tirs

Les attaques sur les pêcheurs palestiniens se sont multipliées après l'attaque sur Gaza de novembre 2012 et le cessez-le-feu ultérieur.

Des dizaines de pêcheurs ont été arrêtés et au moins neuf bateaux saisis, dont un a été détruit, dans la semaine qui a suivi l'Accord de cessez-le-feu. Les pêcheurs se sont retrouvés sous le tir des canonnières de la marine israélienne à l'intérieur du périmètre de 6 milles nouvellement annoncé, et même en deçà de la limite de 3 milles qui prévalait auparavant.

Khadr Bakr, 20 ans, a été arrêté sur son bateau le mercredi 28 novembre 2012. Il est le seul soutien de sa famille de 10 personnes, ses parents et leurs huit enfants. Khadr pêchait en compagnie de trois autres personnes quand la marine israélienne est apparue et a ouvert le feu en direction de son bateau. Il était alors à seulement trois milles et demi du rivage. Quatre canonnières israéliennes ont commencé à tirer sur le bateau à une distance d'environ cinq mètres. Les militaires ont ordonné aux pêcheurs de se déshabiller et de sauter à l'eau. Alors que les pêcheurs étaient à l'eau, les soldats ont continué à tirer sur le bateau jusqu'à ce qu'il prenne feu et que le moteur hors-bord explose. Ils ont également tiré autour de Khadr alors qu'il se trouvait dans la mer. « J'ai pensé qu'ils allaient me tuer pendant que j'étais à l'eau » a-t-il raconté plus tard dans une interview. Les trois autres pêcheurs ont réussi à s'enfuir et à rejoindre le rivage avec l'aide d'un autre bateau de pêche, mais Khadr a été embarqué sur la canonnière, où il a été ligoté et a eu les yeux bandés. Il a été retenu comme ça pendant trois heures, victime des coups du capitaine du navire militaire.²²



Les pêcheurs palestiniens, victimes d'attaques régulières, ont enregistré une baisse dramatique de leurs revenus. Beaucoup d'entre eux ont été obligés d'arrêter la pêche.



2. L'agriculture en Cisjordanie

Israël a commencé son occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza en 1967.

La colonisation de la Cisjordanie a débuté peu après et continue à présent. Il y a maintenant plus de 650.000 colons israéliens vivant dans plus de 200 colonies illégales en Cisjordanie, Jérusalem Est inclus.²³

Toutes les colonies israéliennes des territoires palestiniens occupés sont illégales d'après le droit international et leur construction constitue un crime de guerre.

L'interdiction de déporter ou de transférer des fractions de la population civile d'un territoire occupé est inscrite dans la 4^{ème} Convention de Genève.²⁴ C'est une grave violation du 1^{er} Protocole additionnel.²⁵

D'après le Statut de la Cour Pénale Internationale, « le transfert par la puissance occupante, directement ou indirectement, de parties de sa propre population civile dans le territoire occupé » constitue un crime de guerre dans les conflits armés internationaux.²⁶

Sous la loi israélienne, les colons israéliens vivent sous la loi civile israélienne, tandis que les 2,7 millions de Palestiniens de Cisjordanie sont soumis au régime militaire répressif. Près de la moitié des terres de Cisjordanie sont maintenant inaccessibles pour les Palestiniens.

Les terres agricoles du territoire palestinien occupé sont surtout en Cisjordanie. Les cultivateurs palestiniens font face aux confiscations brutales de terres, aux démolitions et au vol de l'eau. Ceux qui ont encore accès à la terre et à l'eau font face à la violence et à des restrictions systématiques.

Dépossession et déplacement

La politique israélienne en Cisjordanie vise à concentrer la population palestinienne dans des Bantoustans isolés et à faciliter l'expansion continue des colonies illégales. Les paysans palestiniens sont déplacés de force de leurs terres pour faire place aux colonies illégales.

Israël construit un mur d'apartheid qui entoure la Cisjordanie et qui est conçu pour consolider l'annexion de Jérusalem Est, pour isoler encore plus la Cisjordanie et pour faciliter la confiscation des terres palestiniennes. Plus de 85% du mur israélien est construit sur la terre palestinienne occupée, et sa construction a non seulement entraîné des confiscations de terres mais a laissé beaucoup de Palestiniens piégés entre le mur et la 'Ligne Verte' ou dans l'incapacité d'atteindre leurs terres.²⁷

Près de 63% des terres agricoles de la Cisjordanie sont en zone C, une zone formellement militaire contrôlée seulement par Israël, où Israël empêche les constructions palestiniennes et effectue la plupart de ses démolitions et confiscations de terres. En 2012, Israël a détruit 599 structures en zone C, dont des maisons et des constructions agricoles, et plus de 4000 Palestiniens ont été affectés par les démolitions.²⁸

Alors que la terre disponible à la culture se réduit, les Palestiniens qui autrement auraient travaillé dans

l'agriculture sont forcés d'aller chercher du travail en ville, ce qui, avec le temps, réduit la taille des communautés agraires et le nombre de Palestiniens avec savoir-faire et expérience.

Les oliviers jouent un rôle d'importance spéciale dans l'économie et l'identité palestiniennes en général. Israël ne le sait que trop bien; l'armée israélienne et les colons fanatiques ont, ensemble, arraché près d'1,5 millions d'oliviers depuis 2001.²⁹

Restrictions de déplacement

Les agriculteurs sont souvent séparés de leurs terres par le mur de l'apartheid israélien ou par d'autres barrières. L'accès à leurs terres ne leur est permis que par les autorités d'occupation, par intermittence et parfois pas du tout. Même lorsqu'ils y ont accès, les agriculteurs n'ont pas le droit de venir aux champs avec des tracteurs, des machines et autres outils. Il a été fait état d'agriculteurs palestiniens empêchés de se rendre sur leurs terres pour y éteindre un incendie en train de détruire leur récolte, alors que des colons israéliens y avaient délibérément mis le feu. Les checkpoints et les restrictions au droit de passage empêchent les agriculteurs d'accéder aux terres qu'ils cultivent, empêchent les produits agricoles d'arriver sur les marchés locaux, accroissent les coûts de transport et font que les produits pourrissent souvent lorsqu'ils sont immobilisés pendant leur transport.

Photo principale: Haut: Les Palestiniens sont régulièrement harcelés et attaqués par les soldats et les colons sur les terres qu'ils cultivent. Des militants internationaux et israéliens se joignent alors aux villageois pour les aider à faire les récoltes.

Droite : Les portes d'accès aux champs font partie du mur de l'apartheid qui sépare les agriculteurs de leurs terres dans toute la Cisjordanie. Ces portes sont gardées par les soldats israéliens et ouvertes pendant une heure tôt le matin et une heure l'après-midi. Seuls les Palestiniens munis de permis ont le droit de passer par ces portes pour rejoindre leurs champs.



en Zlv/Activestills

Vallée du Jourdain

Le bassin du Jourdain, environ 2.400 km², est à l'Est de la Cisjordanie et compte pour 28,5% de son territoire. Son climat favorable, la fertilité de sa terre et la ressource abondante en eau en font la principale zone agricole de Cisjordanie et de l'ensemble des territoires occupés.

Ces caractéristiques de la vallée du Jourdain, dont l'essentiel est en zone C, en font un territoire hautement attractif pour Israël. La colonisation a commencé en 1968 par la construction de trois colonies. Actuellement plus de 9.000 colons vivent dans 36 colonies qui couvrent plus de la moitié de la vallée du Jourdain⁴¹. Les 94% de la terre y sont sous le contrôle direct d'Israël⁴². Israël annonce régulièrement de nouvelles démolitions et des plans d'extension des colonies dans la vallée du Jourdain, tandis que des plans ont été mis en débat en vue d'augmenter de 130% les colonies agricoles de cette région⁴³.

Les villages d'agriculteurs de la vallée du Jourdain résistent à la colonisation et ont à lutter quotidiennement pour rester sur leurs terres. Les colons bénéficient d'avantages et de financements tandis qu'il est pratiquement interdit de construire aux villageois palestiniens et que les démolitions sont monnaie courante. Israël impose des restrictions strictes à la mobilité et contrôle la ressource en eau.

Les colons israéliens ont un avantage énorme dans l'accès à l'eau, qui leur donne le contrôle de 13 fois plus de terres irrigables qu'aux Palestiniens dans la vallée du Jourdain⁴⁴. Les entreprises agricoles israéliennes qui opèrent illégalement dans la vallée du Jourdain utilisent la plupart de la terre confisquée et de l'eau pour leur production et de nombreuses colonies sont fortement dépendantes des exportations.



Keren Manor/Activestills

L'exportation de la production agricole palestinienne passe obligatoirement par des agences israéliennes et parfois aussi par des sociétés israéliennes. Israël crée divers obstacles pour réduire les exportations au minimum. Des retards et des procédures d'inspection injustes aux terminaux d'exportation réduisent la qualité et augmentent sensiblement les coûts. Il y a des preuves que des tests particulièrement sévères sont engagés suivant les besoins des marchés israéliens ou pour punir des agriculteurs dans des périodes de forte tension politique³⁰. On estime que l'interdiction d'importation d'engrais a entraîné une baisse de 20 à 33% de productivité dans l'agriculture³¹. De plus, Israël et des sociétés israéliennes d'export agricole sapent la production palestinienne en faisant du dumping de produits sur le marché palestinien, y compris à des moments de pics de la production locale palestinienne. Des camions importent des produits israéliens pénètrent souvent en Cisjordanie sans aucun contrôle³².

Apartheid hydrique

La Cisjordanie est très riche en ressources en eau mais Israël contrôle toutes les sources, y compris le Jourdain dont Israël extrait près de 90% du rendement annuel durable des riches aquifères, ne laissant que des gouttes aux agriculteurs palestiniens³³. Amnesty International a accusé Israël d'utiliser la privation d'accès à l'eau pour les Palestiniens comme un « moyen d'expulsion »³⁴.

Des 774 puits en fonctionnement en Cisjordanie en 1967, il n'en restait que 328 en 2005³⁵. Environ 313.000 Palestiniens de Cisjordanie manquent d'un accès convenable à l'eau³⁶. Les colonies israéliennes sont branchées sur un réseau d'eau à haute pression qui fonctionne à partir de puits qui ont été confisqués ou construits illégalement dans les territoires palestiniens occupés.

L'absence d'une ressource en eau adéquate met les agriculteurs à la merci des conditions météorologiques, ce qui réduit d'autant les rendements et oblige les paysans à choisir des cultures beaucoup moins rentables qui se contentent d'eau de pluie. Dans certains cas, l'excès de pompage israélien modifie la salinité de l'eau et la rend impropre à l'irrigation. De plus, les colonies israéliennes, généralement situées au sommet de collines au-dessus de villages palestiniens laissent leurs eaux usées et leurs déchets s'écouler dans les zones palestiniennes, polluant les eaux souterraines, créant des problèmes de santé et des dégâts dans les champs³⁷.

Gauche: Source asséchée dans la vallée du Jourdain. L'eau est allouée à l'usage exclusif des colonies illégales et les colons israéliens contrôlent 13 fois plus de terres irriguées que les Palestiniens dans la vallée du Jourdain.

Droite : Des soldats empêchent un fermier de Marda d'accéder à sa terre au cours d'une manifestation contre la construction du mur d'apartheid.

Agriculture à Hableh

Hableh est une petite ville de 7.000 habitants dans le district de Qalqilia au nord de la Cisjordanie, presque entièrement entourée par le mur israélien.

Ibrahim, 62 ans, possède une orangerie et une citronnerie de 2,6 hectares et avait quatre serres. Ibrahim est maintenant séparé de sa terre par le mur d'apartheid israélien et ses serres ont été complètement détruites.

"Mes fils m'aidaient à cultiver la terre et à faire fonctionner le puits artésien mais maintenant ils n'obtiennent pas de permis pour franchir le mur", explique Ibrahim.

"Malgré toutes les difficultés, je vais presque chaque jour sur la terre. La porte ouvre de 7 à 8 h puis à nouveau à 16 h pour une heure. Beaucoup de mes arbres sont morts parce que je ne pouvais pas m'en occuper seul. Israël a aussi détruit notre puits, alors maintenant il faut acheter l'eau de la compagnie nationale israélienne Mekorot, ce qui augmente le prix de la culture de la terre."

"Ils veulent nous pousser à nous rendre et à laisser nos terres aux colons, mais nous comprenons ce qu'ils cherchent à faire et nous ne quitterons jamais notre terre", dit-il.

Violence

Les agriculteurs palestiniens sont sérieusement confrontés à la violence et au harcèlement de soldats et de colons israéliens fanatiques lorsqu'ils veillent sur leurs récoltes ou font la cueillette annuelle des olives et autres fruits. Le nombre d'attaques de colons causant des blessures et des atteintes aux biens est en fort accroissement, avec une augmentation de 32% de 2010 à 2011 et de 144% depuis 2009³⁸.

Les colons brûlent aussi des récoltes et détruisent des oliviers : plus de 10 000 de ces arbres ont été détruits ou endommagés par les colons rien qu'en 2011³⁹. Les colons sont rarement poursuivis en justice pour avoir attaqué des Palestiniens. Ces méfaits sont commis en presque totale impunité et sous la protection des forces d'occupation⁴⁰.





3. Commerce international avec les entreprises israéliennes

Les entreprises agricoles israéliennes, telles que Mehadrin et Hadiklaim contribuent à la colonisation de la terre et des ressources palestiniennes, et tirent profit du siège de Gaza. Elles sont parmi les premiers bénéficiaires de la destruction de l'agriculture palestinienne.

Les entreprises israéliennes exportent des fruits et légumes, dont des dattes, citrons, avocats, pommes de terre, tomates, concombres et herbes aromatiques sur tous les marchés du monde, y compris l'Europe, l'Asie et l'Afrique du Sud. En Europe, de nombreux grands supermarchés ont des contrats d'approvisionnement avec les entreprises israéliennes complices ou leurs filiales européennes. En 2010, Israël a exporté pour plus de 2,1 milliards de dollars US de fruits et légumes, dont 66% sur les marchés européens.⁴⁶

Ce commerce finance l'existence et le développement permanent des colonies israéliennes illégales dans les territoires palestiniens occupés et la colonisation de la terre et des ressources palestiniennes. Il récompense ainsi les entreprises d'exportation agricole israéliennes pour leur contribution aux violations israéliennes du droit international.

Financer la colonisation

Les entreprises agricoles israéliennes gèrent des fermes et des centres d'emballage dans des colonies israéliennes illégales en Cisjordanie occupée, en particulier dans la fertile vallée du Jourdain, et exportent les produits des colonies vers les marchés internationaux. Les entreprises telles que Hadiklaim, Mehadrin et Hashtil exploitent des fermes et gèrent l'ensemble du processus d'exportation, alors que d'autres comme EDOM et Adafresh ont des centres d'emballage dans des colonies illégales et organisent l'exportation des productions de ces colonies. Les entreprises agricoles israéliennes agissant dans les colonies profitent des aides gouvernementales ainsi que de la terre, de l'eau et du travail palestiniens à bas coût.

Leur intervention dans les colonies illégales renforce la mainmise d'Israël sur les territoires occupés. Dans les colonies, les productions gourmandes en eau utilisent l'eau volée aux Palestiniens. Mehadrin a même un accord formel avec Mekorot, la compagnie israélienne de l'eau et participe directement à l'appropriation des ressources palestiniennes⁴⁷. Dans la vallée du Jourdain, Israël alloue la quasi-totalité de l'eau aux colonies.

L'estimation du taux des exportations israéliennes venant des colonies varie de 2% à 33%, les taux les plus élevés incluent des marchandises produites partiellement dans les colonies⁴⁸.

Les estimations élevées semblent raisonnables si l'on considère que 8,4% de la population israélienne réside dans les colonies illégales et que les investissements de l'Etat dans l'économie des colonies sont toujours plus élevés qu'en Israël et peuvent atteindre 22%⁴⁹.

Les chiffres basés sur les données disponibles montrent que les produits cultivés dans les colonies illégales constituent une part importante du total des exportations de produits agricoles et qu'ils fournissent des revenus substantiels aux colonies illégales :

- Environ 70% des raisins produits dans les colonies israéliennes de la vallée du Jourdain occupée sont exportés, c'est environ la moitié des toutes les exportations de raisins israéliens.⁵⁰
- 40% des dattes récoltées en Israël en 2011 ont été exportées, générant un bénéfice de 265 M\$ US pour les entreprises israéliennes d'exportation. Les colonies dans la vallée du Jourdain produisent 40% des dattes exportées.⁵¹
- Les herbes aromatiques exportées viennent surtout de la vallée du Jourdain occupée. 80% de la production israélienne de ces herbes est exportée vers l'Europe, surtout en France, Suisse, Pays-Bas et Scandinavie.⁵²

Le commerce international avec les entreprises opérant dans les colonies améliore considérablement leur viabilité et consolide celles-ci. Il fournit un flux substantiel de revenus aux colons privés et aux autorités municipales des colonies.

Les entreprises devraient soutenir et respecter la protection des droits humains proclamés internationalement et garantir qu'elles ne sont pas complices de violations des droits humains. [Elles] ne devraient pas violer les dispositions du droit humanitaire international. Ni ne devraient être complices d'aucune violation. Si elles le font, elles peuvent avoir à en répondre au civil ou au pénal. Et cette responsabilité peut être étendue à tout employé individuel de telles entreprises.

*Richard Falk, Rapporteur spécial de l'ONU*⁴⁵

Photo: Serres et autres constructions de la colonie illégale clôturée appelée Ro'i dans la vallée du Jourdain, construite sur des terres palestiniennes volées proches de communautés bédouines palestiniennes, telles que Al Hadidiye and Ras-Al Ahmar.

Selon les autorités coloniales dans la vallée du Jourdain « environ 30% des [colonies israéliennes] sont économiquement fondées directement sur l'agriculture et 30% fournissent des services en relation avec l'agriculture – centres d'emballage, réfrigération, transport, services, etc. ». Les colonies de la vallée du Jourdain produisent. 500M NIS (100M €) de produits frais par an⁵³. Les colonies de la vallée du Jourdain reposent sur la production agricole, et l'existence de nombreuses colonies serait mise en cause si elles ne pouvaient plus exporter leurs productions.⁵⁴

Bien entendu, il existe un marché international pour la production des colonies, laquelle peut atteindre ces marchés internationaux en une dizaine d'heures.⁵⁵ Ceci crée une puissante incitation à l'expansion de la colonisation et à l'établissement de nouvelles colonies.

Tout commerce avec des entreprises agissant ou impliquées dans des colonies illégales israéliennes soutient la pérennité des colonies. Le commerce avec de telles entreprises leur apporte du capital qui peut être utilisé pour investir dans le développement de leurs activités dans les colonies. Le maintien des échanges commerciaux avec les entreprises opérant dans les colonies illégales accorde de facto une reconnaissance et une légitimité politique aux colonies.

Les exportations de produits agricoles venant d'Israël, irrigués avec l'eau des Territoires Palestiniens Occupés contribuent aussi à la colonisation des terres palestiniennes et au manque de ressources en eau que subissent les fermiers palestiniens.

Soutien au siège de Gaza

Israël a détruit la production agricole de Gaza. Bon nombre des principales entreprises agricoles israéliennes peuvent déverser sur le marché de Gaza des produits jugés inappropriés pour le marché international, laminant davantage la production locale palestinienne. Les exportateurs agricoles israéliens tirent aussi profit de la perte de compétitivité directe due à la destruction de la production agricole de Gaza. Le commerce international avec les entreprises israéliennes d'export agricole se poursuit malgré la façon dont elles profitent et sont complices du siège israélien de Gaza.

Exploitation des fermiers palestiniens

Les entreprises agricoles israéliennes exploitent leurs relations avec l'état israélien et la destruction de l'agriculture palestinienne. Les producteurs palestiniens n'ont parfois pas d'autre choix que d'exporter leur production par des exportateurs israéliens, qui marquent parfois les productions palestiniennes comme « Made in Israël ». Les paysans palestiniens ont toujours rejetés l'idée que l'exploitation de leur propre production puisse servir de prétexte à l'inaction face aux actions illégales des entreprises agricoles israéliennes.

Les entreprises israéliennes sapent également la production agricole palestinienne en déversant leurs produits sur le marché palestinien dans les périodes de pic de production palestinienne⁵⁶.



Ci-contre: Une femme fouille les ruines de sa maison après une démolition de la communauté bédouine d'al-Hadidiye qui a laissé 32 personnes sans abri. La compagnie agricole Mehadrin est investie dans les colonies voisines Beqa'ot et Ro'i.

Photo à droite: Jeune palestinien vivant dans des conditions précaires pour moins que le salaire minimum dans les plantations de la colonie illégale Ma'ale Efrayim, vallée du Jourdain. Les Palestiniens n'ont souvent d'autre choix que de travailler dans les colonies construites sur les terres volées à leurs familles.



Keren Manor/Activestills

Exploitation du travail palestinien

La perte des sources de revenus et le chômage élevé ne laissent à beaucoup de Palestiniens aucune autre option que de travailler dans les entreprises agricoles des colonies israéliennes illégales, y compris celles établies sur les terres d'où eux et leurs familles ont été chassés.

Les travailleurs palestiniens dans les colonies illégales gagnent en moyenne moins de la moitié du salaire minimum stipulé par la loi israélienne et la plupart n'ont pas d'avantages sociaux. Les conditions de travail sont souvent très dangereuses et les accidents et blessures sont fréquents car les employeurs des colonies ne respectent pas les standards de sécurité quand il s'agit des travailleurs palestiniens.⁷¹

Jusqu'à 1.000 enfants palestiniens sont employés dans les colonies à tout moment, travaillant dans des conditions de danger et d'exploitation semblables à celles des adultes.⁷² Des enfants de 11 ans seulement ont été rencontrés, travaillant sur des durées d'adultes à cueillir les fruits dans des colonies illégales.⁷³

Des Palestiniens des centres d'emballage de Beqa'ot, une colonie où Mehadrin conditionne ses produits, ont dit aux enquêteurs qu'ils ne sont payés que 56 NIS (11 euros) par jour, soit 35% du salaire minimum légal et ne reçoivent ni fiche de paie ni avantages sociaux.⁷⁴

Profils des entreprises

Mehadrin⁵⁷

L'une des plus grandes entreprises d'exportation israéliennes, Mehadrin (MTEX) exporte la production des colonies illégales, dont Beqa'ot et Ro'i et des colonies entourant le village palestinien d'Al-Jiftlik. Les emballages Mehadrin trouvés dans les colonies portent la mention « Made in Israël ».

La signalétique portant les logos de Mehadrin a été trouvée dans les centres d'emballage dans les colonies et sur le grillage entourant la colonie de Massua, près du village palestinien d'Abu Al Ajaj dans la vallée du Jourdain. Mehadrin se vante de produire la plupart de ses exportations, il apparaît donc que Mehadrin exploite directement des plantations dans les colonies illégales.

Mehadrin collabore aussi avec Mekorot, la compagnie d'Etat israélienne de l'eau, pour fournir l'eau à ses fermiers et ainsi participe à l'appropriation de l'eau palestinienne. Les travailleurs des centres d'emballage Mehadrin ont parlé de conditions de travail grossièrement abusives.



Logo de Mehadrin en hébreu sur un entrepôt de la colonie Beqa'ot

La compagnie exporte une large gamme de produits frais, c'est l'un des principaux fournisseurs de la marque de fruit Jaffa, et elle a des filiales au Royaume Uni, en Suisse, aux Pays-Bas, en Suède, en France et aux USA. Mehadrin a repris un grand nombre des clients d'Agrexco lorsque celui-ci a fait faillite en 2011.

L'impact de Mehadrin sur Al-Hadidiye

Avant 1967, plus de 100 familles habitaient à Al-Hadidiye, situé près de Toubas dans la vallée du Jourdain. En 1970, Israël déclara la région zone militaire fermée malgré l'absence de toute activité militaire notable. Le village a été détruit quatre fois et seuls 110 habitants permanents y restent. 130 autres personnes vivent toujours au village mais résident dans des villages proches pendant les mois d'hiver froids, à cause du manque d'abris. En novembre 2011, Israël a délivré un nouvel ordre de démolition visant 17 structures et le village est sous une menace permanente de démolition. Le village est aussi touché par des restrictions sévères de déplacement et de construction.

Les habitants d'Al-Hadidiye dépendent complètement de l'élevage car ils n'ont pas assez d'eau pour des cultures. Les conduites d'eau voisines gérées par la compagnie d'Etat Mekorot ont été déclarées à l'usage exclusif des colonies israéliennes et le forage de puits a été interdit, aussi l'eau doit-elle être amenée d'une source naturelle de la région.⁶⁹

Les colonies agricoles voisines de Ro'i et de Beqa'ot ont été construites sur des terres du village d'Al-Hadidiye. En s'appropriant l'eau et la terre d'Al-Hadidiye, ces colonies cultivent des produits agricoles exportés par Mehadrin.⁷⁰

Le commerce des produits agricoles de Ro'i et de Beqa'ot n'est possible que grâce au déplacement et à la dépossession des Palestiniens d'Al-Hadidiye. Le commerce international avec les colonies opérant dans les colonies encourage les efforts en cours pour démolir le reste d'Al-Hadidiye et des autres communautés palestiniennes de la vallée du Jourdain, qui courent le même risque d'être rayées de la carte.

AdaFresh

AdaFresh est un exportateur privé de tomates, poivrons, herbes aromatiques et fleurs comestibles. Adafresh exporte depuis les colonies des territoires palestiniens occupés, dont des herbes de la colonie illégale Na'ama⁵⁸.

Le logo d'AdaFresh a été aussi photographié sur un centre d'emballage d'Agraman, colonie israélienne illégale de la vallée du Jourdain.⁵⁹

Agrexco

Agrexco était la principale société israélienne d'export agricole jusqu'à sa dissolution formelle en septembre 2011, en partie à cause d'une grande campagne de boycott en Europe. Agrexco opérait dans et exportait depuis de nombreuses colonies ; et ses produits étaient couramment marqués 'Made in Israel'. Partiellement racheté par le groupe Bickel, Agrexco a rétabli des contrats avec beaucoup de ses clients antérieurs.⁶⁰

Le groupe Bickel lui-même a été dénoncé comme opérant dans des colonies israéliennes illégales⁶¹. En février 2013, dans la colonie Massua, des travailleurs palestiniens ont dit aux enquêteurs de Corporate Watch qu'Agrexco exportait des produits de la colonie. Les enquêteurs ont relevé l'étiquetage d'Agrexco dans un centre d'emballage de Vered Yeriho⁶².

Arava

Les enquêteurs de Corporate Watch ont trouvé des emballages et des centres d'emballage avec le logo d'Arava dans de nombreuses colonies illégales, dont Beqa'ot, Mehola, Netiv Hagdud, Gilgal, Tomer, et Ro'i. La version 2008 du site d'Arava montrait une carte avec ses régions de production de tomates qui comprenait la vallée du Jourdain occupée et du texte expliquant qu'il exporte des poivrons, des herbes, du raisin et des produits bio de la vallée du Jourdain.⁶³ La compagnie a des filiales aux Pays Bas et exporte des produits vers des distributeurs en Europe.

EDOM

Il y a des preuves qu'EDOM, en partie possédé par des entreprises britanniques, exporte depuis un centre d'emballage de la colonie illégale Tomer ; des centres et des camions avec le logo d'EDOM ont été vus dans la vallée du Jourdain. Les dates Medjoul EDOM de Tomer étaient marquées comme venant d'Israël⁶⁴.

Hadiklaim

Le collectif « Hadiklaim Israel Date Growers » inclut des cultivateurs de dattes de la vallée du Jourdain occupée et exporte des dattes, dont des Medjoul, des colonies illégales, dont Beit Ha'Arava et Tomer.⁶⁵ La compagnie exporte dans 30 pays et a fourni des dattes aux distributeurs européens, dont Migros, Tesco and Sainsbury's.⁶⁶ La compagnie marque les dates des colonies comme 'Made in Israel' et 'Made in South Africa'.⁶⁷

Hishtil

Hishtil détient des pépinières et des cultures et exporte des produits frais. Les preuves existent qu'Hishtil cultive et exporte depuis les colonies illégales israéliennes, dont Almog, Mehola et Susya. La compagnie opère en Afrique du Sud, en Grande Bretagne, France et Turquie, entre autres pays.⁶⁸





4. Mettre fin à la complicité internationale

En 2005, la société civile palestinienne a demandé qu'une campagne de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre Israël soit menée, un moyen pacifique de faire pression sur Israël pour qu'il respecte le droit international.⁷⁵

Les campagnes contre les entreprises agricoles exportatrices israéliennes ont toujours été un élément clé du mouvement BDS. En 2011, Agrexco, alors leader israélien de l'exportation de fruits et légumes, a fait faillite suite à une crise financière aggravée par la campagne contre l'entreprise menée à travers 13 pays européens, et particulièrement en France où le boycott des consommateurs, des manifestations et des actions de lobbying ont été menées.⁷⁶

Les supermarchés et les gouvernements ont commencé à prendre des mesures commerciales à l'encontre des entreprises agricoles israéliennes et de leurs produits et ce, grâce au boycott des consommateurs ainsi que les années de militantisme des organisations de solidarité, des syndicats, des ONG et des groupes de soutien qui ont fait pression sur eux avec succès.

Étiquetage

La communauté internationale rejette la demande d'Israël de considérer les colonies des territoires palestiniens occupés comme appartenant à Israël. Malgré cela, les produits des colonies illégales sont souvent étiquetés « Made in Israël ».

En 2009, le gouvernement britannique, en réponse à la pression des citoyens, a publié une directive pour les distributeurs indiquant que les produits des colonies doivent indiquer « produit de Cisjordanie (produit des colonies israéliennes) » et les produits palestiniens ainsi : « produit de Cisjordanie (produit palestinien) »⁷⁷ Cette directive stipulait que la législation européenne requiert un étiquetage exact des denrées alimentaires. Ainsi, il a été trouvé des dattes Medjoul et d'autres produits étiquetés comme produits des colonies au supermarché britannique Tesco.

En 2012, les gouvernements danois et sud-africain ont publié des directives similaires⁷⁸. Des fonctionnaires de l'UE ont annoncé aux militants l'éventualité d'une directive européenne pour tous les Etats membres.

Les supermarchés suisses Migros ont réagi à une campagne populaire bien soutenue en annonçant la mise en place d'une politique d'étiquetage.⁷⁹ L'étiquetage des produits des colonies est une avancée vers des mesures plus strictes et peut pousser les distributeurs à décider officiellement de cesser de vendre les produits des colonies.

Cependant, il y a de nombreux exemples d'entreprises agricoles israéliennes utilisant des pratiques frauduleuses pour tromper les consommateurs, les distributeurs et les gouvernements sur l'origine de leurs fruits et légumes.⁸⁰

En janvier 2013, Corporate Watch s'est procuré des emballages de dattes Medjoul destinées aux supermarchés britanniques Morrison, où il était écrit « produit d'Israël », ce qui semble être une violation de la loi britannique sur l'étiquetage.⁸¹ L'exportateur était la coopérative Hadiklaim, dont on sait qu'elle produit des dattes sur les colonies illégales israéliennes, qu'elle les exporte mais aussi qu'elle ment sur l'étiquette de l'emballage. (cf. p19)

Morrison prétend que les dates étaient cultivées en Israël puis emballées à Tomer, mais il semblerait que cette information provienne de l'entreprise Hadiklaim, de plus il n'y a pas de région productrice de dattes en Israël près de Tomer.⁸² Cet exemple souligne les graves problèmes rencontrés dans la mise en place de l'étiquetage des produits des colonies, dans un contexte de tromperie et d'implication profonde des entreprises exportatrices israéliennes dans la colonisation.

Surtout, l'étiquetage ne doit pas devenir un moyen par lequel les gouvernements échappent à leurs obligations morale et légale de mettre fin au commerce qui soutient les colonies illégales et au moyen duquel les distributeurs évitent la critique sur leur relation commerciale avec les entreprises israéliennes violant le droit international.

Photo principale: Des militants palestiniens entrent dans un supermarché Rami Levi de la colonie Sha'ar Binyamin pour protester contre l'occupation israélienne et pour appeler au boycott, désinvestissement et sanctions (BDS).

A droite: Marquage des dattes Medjoul vendues à la chaîne Morrisons, trouvé dans une colonie illégale marqué "Product of Israel". Des étiquettes, apparemment pour les caisses, étaient aussi marquées "Product of Israel".



Mettre fin à l'importation des produits des colonies

Des supermarchés, dans des pays européens dont la Norvège, la Suède, le Royaume-Uni et d'autres encore, ont réagi face à la pression de la campagne en mettant en place une politique officielle contre la vente de produits des colonies illégales.

Des organismes importants : fédérations syndicales, églises, partis politiques et ONG soutiennent le boycott des produits des colonies et militent pour la mise en place d'une interdiction par leur gouvernement d'importer des produits des colonies. En octobre 2012, un rapport d'une coalition de 22 grandes ONG européennes a inclus une recommandation visant à interdire les importations des colonies.⁸³

Le gouvernement irlandais s'est engagé à soutenir une interdiction européenne sur les produits des colonies et le ministre des affaires étrangères norvégien a laissé entendre qu'il

soutiendrait une interdiction des fruits et légumes des colonies.⁸⁴ Si l'UE n'est pas prête à mettre en place une interdiction d'importer des fruits et légumes des colonies, les états membres, individuellement, pourraient mettre en place une interdiction unilatérale. Une analyse légale menée par Al Haq a conclu que les Etats enfreignent le droit international car ils ne mettent pas fin au commerce avec les colonies illégales israéliennes.

Une réglementation gouvernementale interdisant l'importation ou la vente des produits des colonies serait un pas significatif commençant à rendre Israël et les entreprises israéliennes responsables de leurs violations du droit international.

Des mesures par la grande distribution et des réglementations gouvernementales visant la fin de la vente des produits des colonies rencontreraient les mêmes problèmes de traçabilité que les mesures d'étiquetage, mais des mesures gouvernementales dotées de sanctions sévères pourraient pousser les principaux distributeurs à rompre du même coup leurs liens avec les entreprises exportant depuis les colonies.

Analyse légale

En janvier 2013, l'organisation palestinienne des droits de l'homme Al Haq a publié une analyse légale du commerce de produits agricoles issus des colonies illégales israéliennes.⁹⁰

Le rapport explique que les colonies israéliennes des territoires occupés palestiniens sont illégales selon le droit international et que cela équivaut à « de graves violations des normes impératives du droit international, y compris du droit à l'auto-détermination, de l'interdiction des destructions massives et de l'appropriation des biens ainsi que de l'interdiction du colonialisme ».

Al Haq continue en expliquant que le droit international tient pour responsables les Etats tiers tels que les membres de l'UE. Il est interdit à tous les Etats de considérer la situation créée par Israël comme légale, d'aider ou participer au maintien de cette situation illégale et de ne pas coopérer activement pour y mettre un terme.

Al Haq explique qu'en acceptant la production agricole des colonies illégales israéliennes, les Etats « reconnaissent implicitement comme légale une situation résultant/qui résulte d'une violation de normes impératives du droit international et ainsi manquent à leur devoir de non-reconnaissance ». « De plus, en s'engageant dans le commerce des produits des colonies, les Etats ne respectent pas leur obligation de coopérer activement pour mettre fin au commerce des colonies israéliennes ».

Le rapport indique que l'interdiction d'importer les produits des colonies serait légale et n'enfreindrait pas la loi européenne ou celle du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

Bien que le rapport d'Al Haq ne le traite pas, on peut également soutenir que puisque les Etats ont le devoir de prendre des mesures efficaces, toute interdiction du commerce avec les colonies devrait inclure toute entreprise impliquée dans les colonies israéliennes, et pas seulement les produits cultivés dans les colonies.



Coalition contre Agrexco

Plus de 1000 manifestants à Montpellier en 2009, protestant contre le projet de construire un terminal pour d'Agrexco dans le port voisin de la ville de Sète. La campagne contre Agrexco s'est répandue dans 13 pays, ce qui fut une raison majeure de sa faillite en 2011.

Mettre fin au commerce avec les entreprises complices

Les entreprises agricoles sont entièrement responsables de leurs actes et tout commerce avec celles qui exportent depuis les colonies ou qui participent au viol du droit international ne fait qu'encourager Israël à poursuivre ce viol et il est non-éthique par nature. Le commerce avec Mehadrin et les autres fournit des capitaux investissables dans le développement d'activités illégales.

En outre, les entreprises d'export agricole faussent systématiquement leurs étiquettes et on sait qu'elles vendent les produits des colonies comme s'ils venaient d'Israël, trompant ainsi gouvernements et distributeurs.⁸⁵

Aussi, la manière la plus efficace, pour les supermarchés, les intermédiaires et les gouvernements, d'arrêter de soutenir les entreprises israéliennes des colonies illégales, est de mettre fin au commerce avec les entreprises qui opèrent dans les colonies, exportent des produits des colonies ou participent à d'autres violations du droit international.

En 2012, le groupe Co-operative, numéro 5 de la grande distribution au Royaume-Uni, a annoncé qu'il cesserait ses relations commerciales avec toute entreprise s'approvisionnant dans les colonies et a immédiatement interrompu ses relations commerciales avec Mehadrin, Agrexco,

Arava Export Growers et AdaFresh.⁸⁶

Le distributeur a promis de ne plus commercer avec toute autre entreprise exportatrice des colonies. Cette mesure a été adoptée à la demande des membres et des clients de Co-op. Les distributeurs et les intermédiaires devraient dès à présent adopter cette position efficace.

En janvier 2013, Karsten Farms, un des leaders sud-africains dans l'agriculture, a cessé toute relation avec l'entreprise agricole israélienne Hadiklaim, et s'est aussi engagé à n'entrer à l'avenir en relation avec aucune entité israélienne complice de l'occupation illégale de la Palestine.⁸⁷

Des gouvernements ont récemment pris des mesures contre la complicité des entreprises avec les viols Israéliens du droit international. Ainsi, Deutsche Bahn s'est retirée d'un projet israélien ferroviaire dans les territoires occupés palestiniens à la demande du gouvernement allemand.⁸⁸ Les caisses de retraite norvégienne et néo-zélandaise ont désinvesti des entreprises israéliennes impliquées dans la construction des murs et des colonies israéliens illégaux.⁸⁹

Les gouvernements devraient également agir contre les complicités d'entreprises concernant les exportations agricoles israéliennes. Une réglementation pourrait être adoptée, interdisant l'importation des produits des entreprises opérant ou exportant depuis les colonies. Sinon, les gouvernements pourraient publier une directive volontaire demandant aux distributeurs de ne pas commercer avec les entreprises exportant des produits des colonies.

Les organisations agricoles palestiniennes et les réseaux de la société civile appellent à mettre fin au commerce avec les entreprises agroalimentaires israéliennes.

Publication originelle le 9 février 2013

Nous, organisations et syndicats palestiniens représentant les agriculteurs qui luttent pour le droit à leur terre et la souveraineté alimentaire, pressons les organisations de la société civile internationale de mener des campagnes efficaces pour mettre fin au commerce agricole avec Israël, qui finance et récompense la destruction de l'agriculture palestinienne.

Pour les Palestiniens, l'agriculture est liée à leur identité, à leur histoire et à la résistance à l'occupation israélienne illégale. Les cultivateurs palestiniens font face aux confiscations brutales de terres, aux démolitions et au vol de l'eau. Ceux qui ont encore accès à la terre et à l'eau font face à la violence et à des restrictions systématiques. Le siège de Gaza empêche les agriculteurs d'obtenir les équipements de base et a rendu les exportations de produits frais presque impossibles. Agriculteurs et pêcheurs sont régulièrement attaqués par l'armée.

Les entreprises d'export agricoles comme Mehadrin et Hadiklaim participent à la colonisation israélienne de la terre palestinienne en utilisant les eaux palestiniennes volées et en faisant pousser des cultures d'exportation dans des colonies illégales établies sur les terres du territoire palestinien occupé d'où les fermiers palestiniens ont été expulsés. Ces entreprises profitent aussi du siège de Gaza.

Le commerce international florissant avec les entreprises qui opèrent dans et exportent depuis les colonies renforce la viabilité de l'entreprise de colonisation illégale d'Israël. Il encourage et finance aussi l'expansion des colonies et la dépossession continue des agriculteurs palestiniens.

Nous appelons vivement les organisations et militants soutenant les droits humains et le droit à la souveraineté alimentaire à agir avec nous pour développer des campagnes visant à stopper le commerce des produits des colonies. Le moyen le plus efficace pour y parvenir est de suivre l'exemple des supermarchés Co-Operative au Royaume Uni, qui ont décidé de ne commercer avec aucune compagnie faisant venir des produits des colonies israéliennes illégales. Nous appelons à la fin de tout commerce avec les entreprises agricoles israéliennes complices du système israélien d'occupation, de colonisation et d'apartheid.

Nous reprenons l'appel aux Etats de la grande organisation palestinienne des droits humains Al-Haq, pour qu'ils « respectent leurs obligations coutumières internationales en bannissant les produits venant des colonies israéliennes dans les T.P.O. » ⁽¹⁾. Comme les entreprises israéliennes trompent régulièrement les gouvernements et les distributeurs sur l'origine de leurs produits et comme tout commerce avec les entreprises opérant dans les colonies soutient *de facto* ces colonies, nous appelons les Etats à envisager l'interdiction du commerce avec les entreprises israéliennes exportant depuis les colonies, ou à publier des instructions recommandant aux distributeurs d'éviter de commercer avec ces entreprises.

Nous rejetons toute suggestion d'après laquelle le fait que les Palestiniens n'aient parfois pas d'autre choix que d'exporter des produits frais via des entreprises israéliennes ou de travailler dans les colonies illégales serait une raison pour ne pas faire cesser la complicité internationale avec les violations des droits humains. Nous aider à rompre les chaînes de dépendance dont sont responsables les entreprises israéliennes et travailler avec nous pour exporter sur les marchés mondiaux via des entreprises sociales et respectueuses de la loi, voilà le moyen le plus honnête et le plus efficace de contribuer à notre lutte et à notre développement durable.

Avec le système alimentaire mondial façonné pour les intérêts étroits des grandes corporations multinationales, des millions d'agriculteurs et d'indigènes ont vu venir l'exploitation et la destruction de leurs communautés. Nous sommes pleinement solidaires de tous ceux qui luttent aussi pour le droit à leur terre et pour le droit de faire leurs propres choix sur la production de nourriture, le commerce et la durabilité sociale et environnementale.

Unissons-nous dans la lutte contre l'occupation et la dépossession et pour la liberté, la justice et l'égalité.

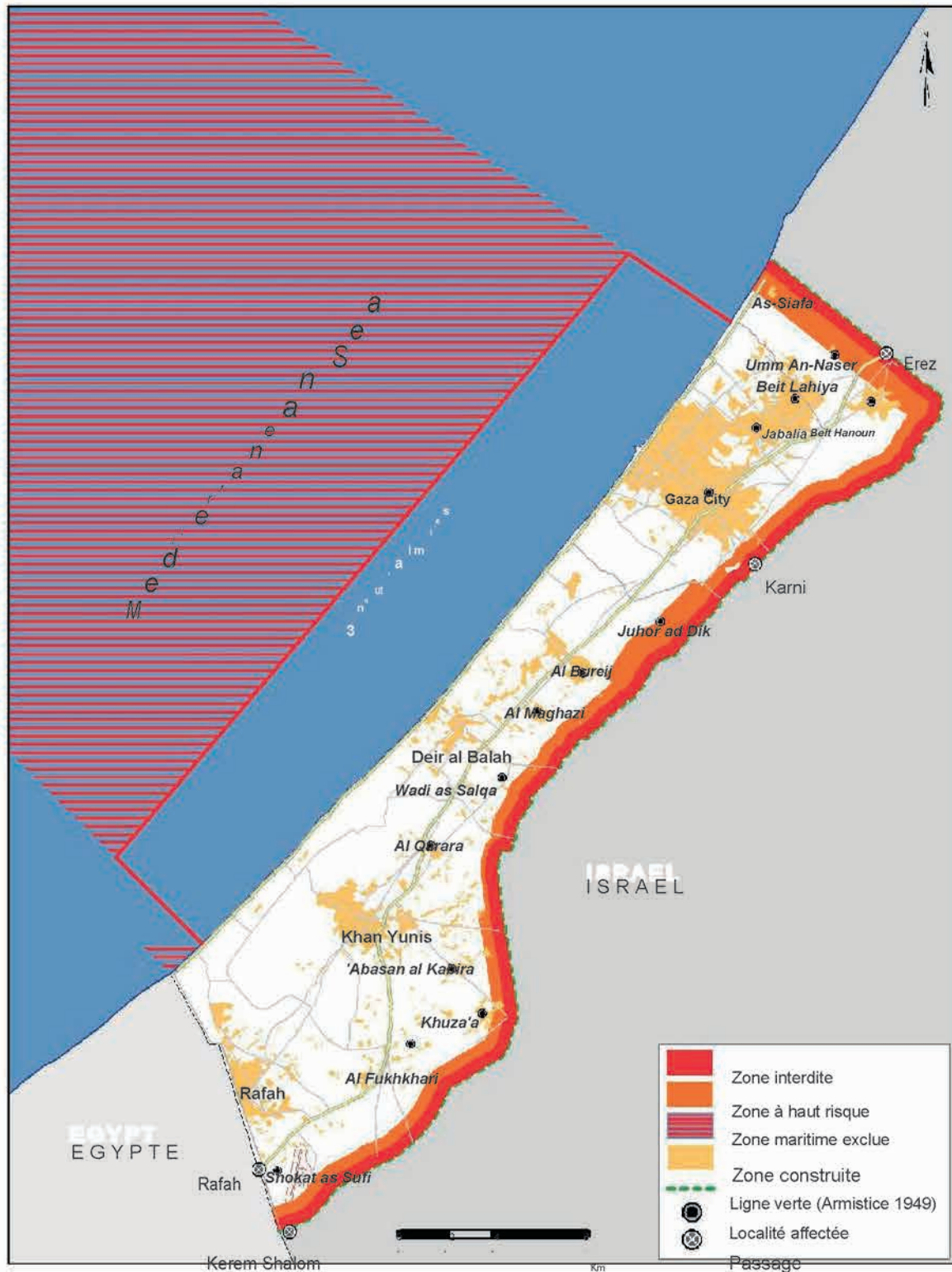
Agricultural Guiding and Awareness Society | Al Ahleya Society for Development of Palm and Dates | Al Sattar Garbee Association for Developing Countryside and Farmer | Applied Research Institute – Jerusalem Society (ARIJ) | Arab Center for Agricultural Development | General Union of Palestinian Agricultural Cooperatives & Peasants | Land Research Center | Palestinian Agricultural Relief Committees | Palestinian Boycott, Divestment and Sanctions National Committee | Palestinian Farmers Association | Palestinian Farmers Union | Palestinian NGO Network | Popular Struggle Coordination Committee | Stop the Wall | Union of Agricultural Work Committees | Union of Palestinian Agriculture Engineers

(1). www.alhaq.org/publications/Feasting-on-the-occupation.pdf

Cartes

Bande de Gaza: Accès, zones à restrictions, localités affectées

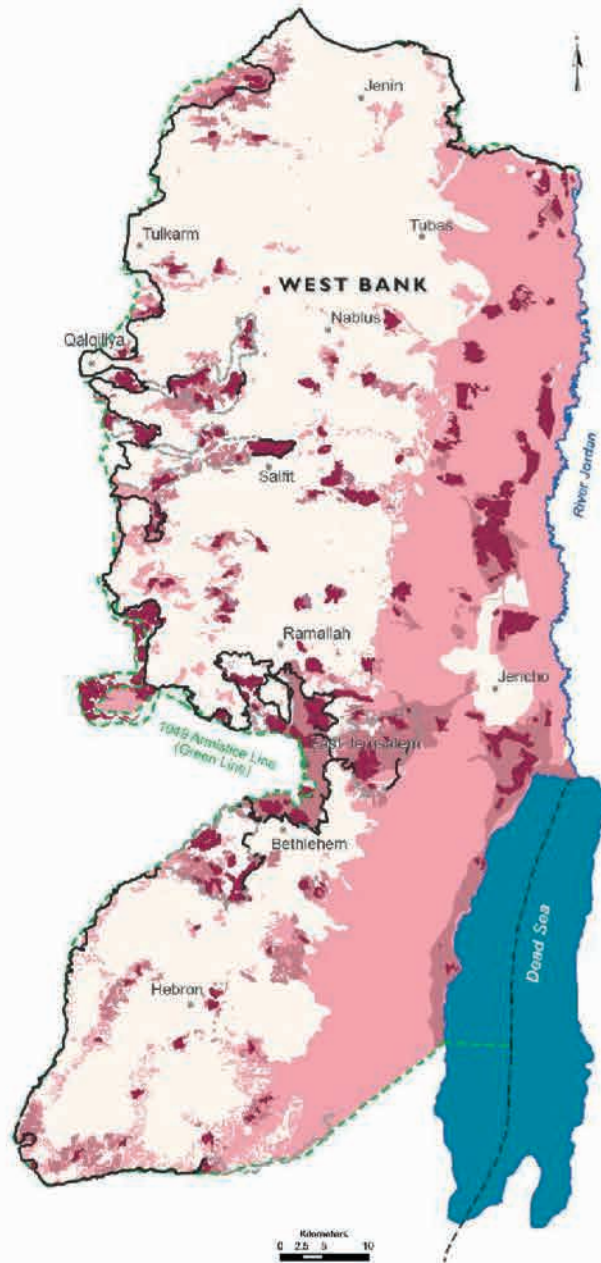
Août 2010



Carte de: http://unispal.un.org/pdfs/OCHA_HumImpact-Settlements.pdf

Cisjordanie: Terres allouées aux colonies israéliennes

Décembre 2012



Carte de: http://unispal.un.org/pdfs/OCHA_HumImpact-Settlements.pdf

Références

1. *Assessment of Restrictions on Palestinian Water Sector Development*. (2009). World Bank.
2. David Cameron describes blockaded Gaza as a 'prison'. (2010). *BBC News*. In: <http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-10778110>
3. al-Mughrabi, N. (2012). Gaza not "liveable" by 2020 barring urgent action: U.N. *Reuters*. In: <http://www.reuters.com/article/2012/08/27/us-palestinians-gaza-un-idUSBRE87Q0OE20120827>
4. UNOCHA. (October 2011). *Humanitarian Situation in the Gaza Strip*
5. Israel Reduces Wheat Supply to the Gaza Strip: Food Security in Gaza at Greater Risk as Israeli Siege Continues. (2010). *Al Mezan Center for Human Rights*. In: http://www.mezan.org/en/details.php?id=11120&ddname=&id_dept=9&p=center
6. Gaza Crossings Activities Database. UNOCHA In: <http://www.ochaopt.org/dbs/Crossings/CommodityReports.aspx?id=1010003>
7. Gisha – Legal Center for Freedom of Movement, 'The Gaza Cheat Sheet': In: http://www.gisha.org/content/moduls.asp?lang_id=en&p_id=1232
8. Cook, J. (2012). Israel's starvation diet for Gaza. *The Electronic Intifada*. In: <http://electronicintifada.net/content/israels-starvation-diet-gaza/11810>
9. UNOCHA. (2010). *OPT: Farming without Land, Fishing without Water: Gaza Agriculture Sector Struggles to Survive*.
10. Abdelnour, S., Tartir, A., & Zurayk, R. (2012). Farming Palestine for Justice. *Al-Shabaka*. In: http://al-shabaka.org/sites/default/files/Abdelnour_et_al_PolicyBrief_Eng_July_2012.pdf. p 3
11. *Rapid Food Security Assessment - Report on the impact of the conflict on Gaza livelihoods*. (December 2012). Food and Agriculture Organization.
12. *PCHR 2011 Annual Report*. (2011). Palestinian Centre for Human Rights. p27
13. Shooting and shelling of children working near the border. (2012). *Defense for Children International/ Palestine Section*. In: http://www.dci-palestine.org/sites/default/files/ua_4_10_children_of_the_gravel_update_17_jan_2012.pdf
14. *Protecting Livelihoods of People in Access Restricted Areas in Gaza Strip* (2011). Palestinian Agricultural Relief Committees. p 11
15. *Protecting Livelihoods of People in Access Restricted Areas in Gaza Strip* (2011). Palestinian Agricultural Relief Committees. p11
16. *Between the Fence and a Hard Place*. (2010). UNOCHA. p23
17. *Between the Fence and a Hard Place*. (2010). UNOCHA. p19
18. Compilé du rapport hebdomadaire du Centre palestinien des Droits Humains, In: http://www.pchrgaza.org/portal/en/index.php?option=com_content&view=category&id=84&Itemid=183
19. *PCHR 2011 Annual Report*. (2011). Palestinian Centre for Human Rights. p 29
20. Gaza Fishermen: Life with Poverty, Harassment and Suffering. *Al Mezan Center for Human Rights*. In: <http://www.mezan.org/upload/11209.pdf>
21. A Day in the Life of a Gazan Farmer. (2013). In: <http://gazastories.blogspot.co.il/2013/02/a-day-in-life-of-gazan-farmer.html>
22. Campbell, D. (2013). Israel violates ceasefire, attacks Gaza fishermen — who is holding Israel accountable? *Mondoweiss*. In: <http://mondoweiss.net/2012/12/israel-violates-ceasefire-attacks-gaza-fishermen-who-is-holding-israel-accountable.html>
23. Sherwood, H. (2012). Population of Jewish settlements in West Bank up 15,000 in a year. *The Guardian*. In: <http://www.guardian.co.uk/world/2012/jul/26/jewish-population-west-bank-up>
24. ICRC. Rule 130. Transfer of Own Civilian Population into Occupied Territory. In: http://www.icrc.org/customary-ihl/eng/docs/v1_rul_rule130, note 1
25. ICRC. Rule 130. Transfer of Own Civilian Population into Occupied Territory. In: http://www.icrc.org/customary-ihl/eng/docs/v1_rul_rule130
26. Ibid.
27. *The Humanitarian Impact of Israeli-Declared "Firing Zones" in the West Bank*. (2012). UNOCHA.
28. UNWRA. Demolitions in 2012. In: <http://www.unrwa.org/etemplate.php?id=1287>
29. One Million Trees Campaign (MTC) II. de <http://apnature.org/en/content/one-million-trees-campaign-mtc-ii>
30. *Factsheet on obstacles facing Palestinian farmers*. MA'AN Development Center. In: <http://www.maan-ctr.org/pdfs/FSReport/Israeli/content.pdf> p 20
31. *Report on UNCTAD assistance to the Palestinian people: Developments in the economy of the occupied Palestinian territory*. United Nations Conference on Trade and Development. p13
32. *Factsheet on obstacles facing Palestinian farmers*. Op. cit., p.18
33. *Assessment of Restrictions on Palestinian Water Sector Development*. (2009). World Bank.
34. *Troubled waters: Palestinians denied fair access to water*. (2009). Amnesty International.
35. *The Status of Palestinian Agriculture in the Jordan Valley*. MA'AN Development Center. In: <http://www.maan-ctr.org/pdfs/FSReport/spotlight/Spotlight10.pdf> p 2
36. *How Dispossession Happens, The Humanitarian Impact of the Takeover of Palestinian Water Springs*. UNOCHA.
37. Hasson, N. (2012). Sewage from West Bank settlement pollutes Palestinian fields. *Haaretz*. In: <http://www.haaretz.com/news/sewage-from-west-bank-settlement-pollutes-palestinian-fields-1.485147>

38. *Israeli Settler Violence in the West Bank*. (2011). UNOCHA.
39. Ibid.
40. Aronson, G. (2012). *The Settlers and the Army Are One*: Foundation for Middle East Peace.
41. *Eye on the Jordan Valley*. (2010). MA'AN Development Center. p 4
42. *Eye on the Jordan Valley*. (2010). MA'AN Development Center. p 3
43. Reider, D. (2011). Jordan valley settlements double in size. *972mag.com*. In: <http://972mag.com/jordanv2/>
44. *Economic Development of the Jordan Valley*. (2009). Aix Group p19
45. UN News Centre. (2012). UN independent expert calls for boycott of businesses profiting from Israeli settlements. In: <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=43376#.URLvVVqLKYQ>
46. *Made in Israel: Agricultural Export from Occupied Territories*. (2012). Who Profits. p1
47. Company Profile – Mehadrin Group *Palestinian BDS National Committee*, In: <http://www.bdsmovement.net/2011/mehadrin-profile-8450>
48. D'après un rapport de la société de conseil Profundo, près de 2% des marchandises israéliennes sont entièrement produites dans les colonies illégales et 20% sont produits partiellement dans les colonies. *UK economic links with Israeli settlements in occupied Palestinian territory*. (2009). Profundo. En 2010, *Der Spiegel* a publié un rapport disant qu' "on estime qu'un tiers de ces marchandises sont complètement ou partiellement faits dans les territoires occupés. Voir: *Der Spiegel*. (2010). EU Court Allows Duties on Products from the Settlements. In: <http://www.spiegel.de/international/europe/made-in-israel-eu-court-allows-duties-on-products-from-the-settlements-a-680380.html>
49. 8.4%, valeur calculée sur la base de la population israélienne, actuellement 7,7 millions, alors que 600.000 israéliens vivent dans les colonies illégales (voir n. 24)
50. *Feasting on the Occupation: Illegality of Settlement Produce and the Responsibility of EU Member States under International Law*. (2013). Al-Haq. p12
51. *Made in Israel: Agricultural Export from Occupied Territories*. (2012). Who Profits. p5
52. *Made in Israel: Agricultural Export from Occupied Territories*. (2012). Who Profits. p4
53. *Feasting on the Occupation: Illegality of Settlement Produce and the Responsibility of EU Member States under International Law*. (2013). Al-Haq. p11
54. *Feasting on the Occupation: Illegality of Settlement Produce and the Responsibility of EU Member States under International Law*. (2013). Al-Haq. p13
55. *Eye on the Jordan Valley*. (2010). MA'AN Development Center. p10
56. *Eye on the Jordan Valley*. (2010). MA'AN Development Center. p16
57. Company Profile – Mehadrin Group. *Palestinian BDS National Committee*, from <http://www.bdsmovement.net/2011/mehadrin-profile-8450>
58. Adafresh. *Who Profits*, In: <http://whoprofits.org/company/adafresh>
59. Argaman – Organic goods grown on Land Seized by Military Force. (2010). *Corporate Watch*, de <http://corporateoccupation.org/argaman-organic-goods-grown-on-land-seized-by-military-force/>
60. Agrexco is Back in Business. (2013). *Who Profits*, from <http://www.whoprofits.org/content/agrexco-back-business>
61. Companies trading from Ro'i settlement in the Jordan Valley. (2010). *Corporate Watch*. In: <http://www.corporatewatch.org.uk/?lid=3689>
62. "Everything changes apart from the money": Conditions for settlement workers in the Jordan Valley – January 2013 (Part One). (2013). *Corporate Watch*. In: <http://corporateoccupation.org/everything-changes-apart-from-the-money-conditions-for-settlement-workers-in-the-jordan-valley-january-2013-part-one/>
63. Company Profile – Arava Export Growers. *Palestinian BDS National Committee*, from <http://www.bdsmovement.net/2013/company-profile-arava-export-growers-10487>
64. EDOM: Still sourcing products from Tomer settlement. (2013). In: <http://corporateoccupation.org/edom-still-sourcing-products-from-tomer-settlement/>
65. Hadiklaim in the Jordan Valley. (2010). *Corporate Watch*. Repris de: <http://corporateoccupation.wordpress.com/2010/08/12/hadiklaim-in-the-jordan-valley/>
66. Anderson, T., Clough, G., Cooper, T., Curry, J., & Jones, P. (2011). *Targeting Israeli Apartheid*: *Corporate Watch*. p 27 Hadiklaim *Who Profits*, from <http://whoprofits.org/company/hadiklaim-israel-date-growers-cooperative>
67. Partnership between South African and Israeli Agribusiness fuels Apartheid. (2010). *Corporate Watch*. In: <http://corporateoccupation.org/partnership-between-south-african-and-israeli-agribusiness-fuels-apartheid/> Hadiklaim in the Jordan Valley. (2010). *Corporate Watch*. In: <http://corporateoccupation.wordpress.com/2010/08/12/hadiklaim-in-the-jordan-valley/>
68. Une nouvelle cible du BDS dans la vallée du Jourdain: Hishtil. (2013). *Corporate Watch*. In: <http://corporateoccupation.org/a-new-bds-target-in-the-jordan-valley-hishtil/>
69. Pour plus d'infos sur Al-Hadidiye voir Stop the Wall (2011). *European diplomats visit al Hadidiye: demolitions due after Dec 5*. In: <http://stopthewall.org/2011/11/30/european-diplomats-visit-al-hadidiye-demolitions-due-after-dec-5> Alternative Information Centre (2011). *Living under threat of demolition in the Jordan Valley*. In: <http://www.alternativenews.org/english/index.php/news/news/3963-living-under-threat-of-demolition-in-the-jordan-valley.html>
70. Profil du groupe Mehadrin. *Palestinian BDS National Committee*, de <http://www.bdsmovement.net/2011/mehadrin-profile-8450>

71. Khalil, A. (2009). Le cercle vicieux des travailleurs palestiniens dans les colonies israéliennes. In: <http://cadmus.eui.eu/handle/1814/11213> p3-4
72. Kestler-D'Amours, J. (2012). Les enfants palestiniens travaillent pour des salaires de misère dans les colonies palestiniennes. *Electronic Intifada*. In: <http://electronicintifada.net/content/palestinian-children-work-pittance-israeli-settlements/11275>
73. Anderson, T., Clough, G., Cooper, T., Curry, J., & Jones, P. (2011). *Targeting Israeli Apartheid*: Corporate Watch p20
74. Les affaires de Mehadrin dans la colonie de Beqa'ot – et la complicité de Tesco's. (2010). *Corporate Watch*. In: <http://corporateoccupation.wordpress.com/2010/05/18/mehadrins-business-in-beqaot-settlement-and-tescos-complicity/>
75. Pour plus d'informations sur le mouvement BDS, voir : <http://www.bdsmovement.net>.
76. Les organisations agricoles palestiniennes et les syndicats paysans (2012). La société civile palestinienne applaudit la décision du mouvement coopératif anglais Co-operative de cesser de commercer avec les entreprises impliquées dans les violations par Israël du droit international. *BDSmovement.net*. In: <http://www.bdsmovement.net/2012/palestinian-civil-society-applauds-coop-9008>
77. Ministère de l'environnement, de l'alimentation et des questions rurales du Royaume Uni. Avis technique : l'étiquetage des productions des territoires palestiniens occupés. In: <http://archive.defra.gov.uk/foodfarm/food/pdf/labelling-palestine.pdf>
78. Barrows-Friedman, N. (2012). Tour d'horizon sur BDS: L'Afrique du Sud et le Danemark vont étiqueter correctement les produits des colonies. *Electronic Intifada*. In: <http://electronicintifada.net/blogs/nora/bds-roundup-south-africa-and-denmark-correctly-label-israeli-settlement-products>
79. Barrows-Friedman, N. (2012). Tour d'horizon sur BDS : Le contrat de Veolia dopé à La Haye. *Electronic Intifada*. In: <http://electronicintifada.net/blogs/nora/bds-roundup-veolia-contract-spiked-hague>
80. Deas, M. (2013). Un supermarché britannique vend des fruits des colonies illégales sous couvert de « Made in Israël ». *Electronic Intifada*. In: <http://electronicintifada.net/blogs/michael-deas/uk-supermarket-sells-fruit-illegal-settlement-made-israel>
81. Des emballages fallacieusement étiquetés Morrisons trouvés dans la colonie israélienne illégale de Tomer. (2013). *Corporate Watch*. In: <http://corporateoccupation.org/mislabelled-morrisons-own-brand-packaging-found-in-illegal-israeli-settlement-tomer/>
82. Ibid.
83. *Brader la paix : comment l'Europe aide au maintien des colonies israéliennes illégales*. (2012). APRODEV et al.
84. Deas, M. (2012). L'UE envisage d'interdire les échanges commerciaux avec les colonies, selon la presse israélienne. *Electronic Intifada*. In: <http://electronicintifada.net/blogs/michael-deas/eu-considering-ban-settlement-trade-israeli-media-reports>
85. Deas, M. (2013). Un supermarché de Grande Bretagne vend des fruits des colonies illégales sous le label « Made in Israël ». *Electronic Intifada*. In: <http://electronicintifada.net/blogs/michael-deas/uk-supermarket-sells-fruit-illegal-settlement-made-israel>
86. Les organisations agricoles palestiniennes et les syndicats paysans (2012). La société civile palestinienne applaudit la décision du mouvement coopératif anglais Co-operative de cesser de commercer avec les entreprises impliquées dans les violations par Israël du droit international. *BDSmovement.net*. In: <http://www.bdsmovement.net/2012/palestinian-civil-society-applauds-coop-9008>
87. Une compagnie agricole sud-africaine rompt les relations avec Israël. (2013). *BDS South Africa*. In: <http://www.bdssouthafrica.com/2011/01/joint-media-statement-south-african.html>
88. Deas, M. (2011). La deutsche Bahn se retire du projet de train illégal A1. *BDSmovement.net*. In: <http://www.bdsmovement.net/2011/db-exits-a1-6985>
89. Comité National Palestinien du BDS (2010) Un fond de pension norvégien exclut de nouvelles sociétés israéliennes BDS National. *BDSmovement.net*. In: <http://www.bdsmovement.net/2010/norway-excludes-more-israeli-companies-2551> Adalah-NY. (2012). New Zealand divests from companies of Israeli settlement-builder Lev Leviev. *BDSmovement.net*. In: <http://www.bdsmovement.net/2012/new-zealand-divests-from-companies-of-israeli-settlement-builder-lev-leviev-10180>
90. *Festoyer sur l'occupation: illégalité des produits des colonies et responsabilité des membres de l'UE au regard du droit international*. (2013). Al-Haq. <http://www.alhaq.org/publications/Feasting-on-the-occupation.pdf>



Cultures d'injustice

Commerce international avec les entreprises agroalimentaires israéliennes et destruction de l'agriculture palestinienne

Les cultivateurs palestiniens font face aux confiscations brutales de terres, aux démolitions et au vol de l'eau. Ceux qui ont encore accès à la terre et à l'eau font face à la violence et à des restrictions systématiques.

Les entreprises d'export agricoles comme Mehadrin et Hadiklaim sont parmi les premières bénéficiaires de la destruction de l'agriculture palestinienne, en opérant dans et en exportant depuis les colonies illégales en utilisant la terre palestinienne et l'eau volées et en profitant du siège de Gaza.

Cette présentation vise à donner un éclairage sur la destruction systématique de l'agriculture palestinienne par Israël et sur la complicité de l'agroalimentaire israélien dans cette destruction.

Traduction française réalisée par la campagne BDS-France, février 2013

Diffusé par:

France : www.bdsfrance.org
contact@bdsfrance.org

Belgique : www.bds-campaign.be
info@bds-campaign.be

Suisse : www.bds-info.ch
contact@bds-info.ch

Campagne BDS Mehadrin :
www.mehadrindegage.org
mehadrindegage@gmail.com

Traduit de « Farming Injustice »
<http://www.bdsmovement.net/2013/farming-injustice-briefing-10547> par AS, JPB, MR, RF et SF

Imprimerie AVL Diffusion, Montpellier.